

MEMORIAL



Memorial

DU
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

des
Großherzogthums Luxemburg.

VENDREDI, 10 juillet 1885.

N. 42.

Freitag, 10. Juli 1885.

Arrêté royal grand-ducal du 19 juin 1885, concernant le service de l'inspecteur attaché à la direction des postes et télégraphes.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc. ;

Vu l'art. 3 de la loi du 30 avril 1884 ;

Notre Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport de Notre Directeur général des finances et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. L'inspecteur attaché à la direction des postes et télégraphes a son bureau dans les locaux assignés à la dite direction.

Il est chargé d'un travail ordinaire et d'un travail extraordinaire.

A. Attributions ordinaires.

Art. 2. L'inspecteur de direction en service ordinaire est chargé :

1° de la contrevérification des vérifications de caisse faites par les autres inspecteurs en tournée ;

2° de l'inspection des situations comptables journalières ;

3° de la vérification de toutes les pièces de comptabilité qui émanent des bureaux de la direction, qu'il vise après s'être assuré de leur

Königl.-Großh. Beschluß vom 19. Juni 1885, betreffend den Dienst des Post- und Telegraphendirections-Inspectors.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Art. 3 des Gesetzes vom 30. April 1884 ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Auf den Bericht Unseres General-Directors der Finanzen und nach Berathung der Regierung im Conseil ;

Haben beschloffen und beschließen :

Art. 1. Das Bureau des Post- und Telegraphendirections-Inspectors befindet sich in den dieser Direction zugewiesenen Räumlichkeiten.

Der Inspector ist mit gewöhnlichen und mit außergewöhnlichen Dienstverrichtungen betraut.

A. Gewöhnliche Befugnisse.

Art. 2. In seinem gewöhnlichen Dienste ist der Directions-Inspector beauftragt :

1° mit der Gegenprüfung der von den andern Inspectoren auf ihren Dienstreisen vorgenommenen Cassenrevisionen ;

2° mit der Prüfung der Tagesrechnungen ;

3° mit der Prüfung aller von der Direction herrührenden Rechnungsfüße, welche er mit seinem Visa versteht, nachdem er sich von deren Rich-

exactitude par l'inspection des documents y relatifs ;

4° de suppléer le directeur aux bureaux de la direction.

Art. 3. Pour mettre l'inspecteur de direction à même de procéder à la contrevérification, les procès-verbaux de vérification lui sont communiqués, dès leur entrée, par le directeur.

De même, tous les comptes mensuels et toutes autres pièces sont à sa disposition pour être consultés, dès qu'il le juge utile.

Art. 4. L'inspecteur de direction, sur les données puisées dans les pièces de la direction, établit la situation de caisse du comptable vérifiée au jour où la vérification a eu lieu.

Il constate ensuite, si elle concorde avec celle accusée par le procès-verbal de vérification et avec celle fournie par la situation comptable du même jour.

Art. 5. En cas de non concordance ou en cas de découverte d'erreurs ou d'irrégularités dans les comptes et écritures, l'inspecteur de direction signale ces faits par un rapport détaillé au directeur, qui avise aux mesures à prendre.

Art. 6. L'inspecteur de direction examine les situations comptables journalières dans le plus bref délai possible.

Pour faire les recherches et calculs nécessaires à ces fins, il peut demander l'assistance du personnel de la direction.

Par rapport verbal, il signale au directeur les erreurs et irrégularités que ces pièces peuvent présenter et lui indique les comptables qui détiennent des encaisses en numéraire supérieurs à leur cautionnement.

Art. 7. L'inspecteur de direction vérifie et vise toutes les pièces de comptabilité avant que ces pièces ne soient soumises à la signature du directeur.

tigkeit durch Einsichtnahme der bezüglichen Belege überzeugt hat ;

4° den Director in den Büreau der Direction zu vertreten.

Art. 3. Um dem Directions-Inspector die Gegenprüfung zu ermöglichen, sollen ihm die Revisions-Verhandlungen, unmittelbar nach ihrem Eingange, von dem Director zugestellt werden.

Auch die Monats-Abrechnungen und alle sonstigen Schriftstücke stehen ihm zu beliebiger Benutzung zur Verfügung.

Art. 4. Auf Grund der Angaben, welche den auf der Direction niedergelegten Schriftstücken entnommen sind, stellt der Directions Inspector den Kassenbestand des revidirten Rechnungsbeamten auf den Tag fest, an welchem die Revision stattgefunden.

Er constatirt alsdann, ob dieser Kassenbestand mit dem in der Revisions-Verhandlung und mit dem in der Tagesrechnung vom selben Tage angegebenen übereinstimmt.

Art. 5. Finden sich Abweichungen vor, oder werden Irrthümer oder Unregelmäßigkeiten in den Abrechnungen und Schriftstücken entdeckt, so bringt der Directions-Inspector dies in einem eingehenden Bericht dem Director zur Anzeige, welcher sodann die geeigneten Maßnahmen zu veranlassen hat.

Art. 6. Der Directions-Inspector prüft die Tagesrechnungen in der möglichst kürzesten Frist.

Bei den zu diesem Behufe nothwendigen Untersuchungen und Berechnungen kann er den Beistand des Directions-Personals in Anspruch nehmen.

Er zeigt dem Director mündlich die in diesen Schriftstücken etwa vorkommenden Irrthümer und Unregelmäßigkeiten an, sowie diejenigen Rechnungsbeamten, welche über ihre Caution hinausgehende Baarbestände in Kassa behalten.

Art. 7. Der Directions-Inspector prüft und visirt alle Rechnungstücke, bevor dieselben dem Director zur Unterschrift vorgelegt werden.

Art. 8. Lorsque l'inspecteur de direction croit devoir refuser son visa pour des dépenses ou des recettes dont la légalité, la réalité ou la régularité ne lui semble pas suffisamment établie, il en réfère verbalement au directeur; celui-ci avise aux mesures à prendre pour toiser la difficulté.

En attendant, et lorsqu'il s'agit d'états de dépenses, la liquidation en est suspendue jusqu'à ce que la difficulté soit vidée.

Art. 9. Indépendamment du travail concernant la comptabilité et la contrevérification, l'inspecteur de direction peut être spécialement délégué par le directeur pour certaines autres parties de travail.

Cette délégation se fait par instructions écrites adressées au dit inspecteur.

Art. 10. Les art. 1, 3, 4, 5, 6, 19, 20 à 23 inclusivement de Notre arrêté du 22 août 1883 sont applicables à l'inspecteur de direction.

B. Attributions extraordinaires.

Art. 11. L'inspecteur de direction peut exceptionnellement :

1° être chargé par le directeur de missions quelconques dans l'intérêt du service;

2° être appelé à procéder à des vérifications de caisse approfondies ou sommaires des bureaux de l'administration.

Dans ce cas, il doit se conformer aux prescriptions édictées par les art. 7 à 18 et 20 à 23 inclusivement de l'arrêté royal grand-ducal du 22 août 1883 et à celles du règlement d'exécution du 28 août 1883.

Art. 12. Lorsqu'en exécution de l'article précédent, l'inspecteur de direction procède à une vérification de caisse dans les bureaux de l'administration, il doit être muni d'un ordre ou itinéraire.

Art. 13. Après chaque mission, inspection ou vérification, l'inspecteur rend compte au directeur dans un rapport détaillé du résultat

Art. 8. Glaubt der Directions-Inspector sein Visa in Betreff von Ausgaben oder Einnahmen, deren Geseßlichkeit, Wirklichkeit oder Regelmäßigkeit ihm nicht genügend erwiesen erscheint, verweigern zu müssen, so berichtet er hierüber mündlich an den Director; dieser veranlaßt das Nothwendige zur Beilegung der Schwierigkeit.

Handelt es sich um Ausgabe-Rechnungen, so wird deren Liquidation bis nach Beseitigung der Schwierigkeit hinausgeschoben.

Art. 9. Außer den das Rechnungswesen und die Gegenprüfung betreffenden Verrichtungen können dem Directions-Inspector von dem Director andere specielle Arbeiten übertragen werden.

Diese Uebertragung erfolgt mittelst schriftlicher an den erwähnten Inspector gerichteten Anweisung.

Art. 10. Die Art. 1, 3, 4, 5, 6, 19, 20 bis 23 incl. Unseres Beschlusses vom 22. August 1883 finden auf den Directions-Inspector Anwendung.

B. Aussergewöhnliche Befugnisse.

Art. 11. Der Directions-Inspector kann ausnahmsweise :

1° von dem Director mit dienßlichen Aufträgen irgend welcher Art betraut werden;

2° zu gründlichen oder summarischen Cassen-Revisionen der Aemter herangezogen werden.

In diesem Falle hat er sich nach den Art. 7 bis 18 und 20 bis 23 incl. des Königl.-Großh. Beschlusses vom 22. August 1883, und nach den Bestimmungen des Ausführungs-Reglements vom 28. August 1883 zu richten.

Art. 12. Schreitet der Directions-Inspector in Ausführung des vorstehenden Artikels zu einer Cassenrevision in den Aemtern, so muß er mit einem Auftrag oder einem Geleitbrief versehen sein.

Art. 13. Nach jeder Mission, Inspektion oder Revision erstattet der Inspector dem Director einen ausführlichen Bericht über das Resultat

de ses investigations, observations et constatations.

Art. 14. Notre directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Königswart, le 19 juin 1885.

GUILLAUME.

*Le Directeur général
des finances,
M. MONGENAST.*

Arrêté royal grand-ducal du 19 juin 1885, concernant le service du caissier attaché au bureau des postes de Luxembourg-ville.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc.;

Vu l'art. 3 de la loi du 30 avril 1884;

Notre Conseil d'État entendu;

Sur le rapport de Notre Directeur général des finances et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. La gestion comptable du bureau des postes de Luxembourg-ville est confiée à un fonctionnaire du grade de percepteur, qui porte le titre de caissier.

Art. 2. Le caissier est responsable de sa gestion envers l'État.

Art. 3. En garantie de sa gestion, il doit fournir un cautionnement de 10,000 francs; il est astreint à toutes les obligations imposées aux comptables de l'État par les lois et règlements sur la matière.

Art. 4. En dehors des registres aujourd'hui prévus, le caissier tiendra un livre-journal et un registre des comptes spéciaux dont il sera parlé à l'art. 16.

Art. 5. Le caissier est tenu d'inscrire, en les passant par avoir ou par devoir, toutes les

feiner Untersuchungen, Beobachtungen und Feststellungen.

Art. 14. Unser General-Director der Finanzen ist mit der Ausführung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt.

Königswart den 19. Juni 1885.

Wilhelm.

*Der General-Director
der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.*

Königl.-Großh. Beschluß vom 19. Juni 1885, betreffend den Dienst des Kassirers an der Postperception zu Luxemburg-Stadt.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Art. 3 des Gesetzes vom 30. April 1884;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes;

Auf den Bericht Unseres General-Directors der Finanzen und nach Berathung der Regierung im Conseil;

Haben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Mit der Rechnungsführung des Postamtes zu Luxemburg-Stadt ist ein Beamter beauftragt, welcher den Rang eines Perceptors führt und den Titel Kassirer trägt.

Art. 2. Der Kassirer ist für seine Amtsführung dem Staate gegenüber verantwortlich.

Art. 3. Als Garantie seiner Amtsführung hat er eine Bürgschaft von 10,000 Franken zu leisten; er übernimmt alle den Rechnungsbeamten des Staates durch die einschlägigen Gesetze und Reglemente auferlegten Verpflichtungen.

Art. 4. Außer den gegenwärtig vorgesehenen Registern hat der Kassirer ein Journal und ein Register für die im Art. 16 bezeichneten Specialconti zu führen.

Art. 5. Der Kassirer hat sämtliche Einnahmen und Ausgaben als Soll und Haben nach

recettes et dépenses à leur date et au fur et à mesure qu'elles sont faites, dans un livre-journal à établir sur un modèle à fournir.

Art. 6. Le caissier signe en cette qualité toutes les pièces de comptabilité; il relève directement de l'administration supérieure au point de vue de la comptabilité et est de ce chef justiciable de la Chambre des comptes.

Art. 7. Le percepteur du bureau de Luxembourg-ville est déchargé de la gestion comptable. Il a cependant la surveillance et le contrôle de la comptabilité; il n'assume de ce chef que la responsabilité qui incombe aux inspecteurs des postes, en suite de l'art. 20 de l'arrêté royal grand-ducal du 22 août 1883, et à tous les employés, en suite de l'art. 37 de l'arrêté royal grand-ducal du 2 décembre 1877.

En garantie de cette responsabilité, le percepteur fournit un cautionnement de 10,000 francs.

Art. 8. Le caissier est placé sous l'autorité du percepteur, qui est son chef immédiat.

Art. 9. Lorsque le caissier estime que sa responsabilité peut être engagée par suite de l'exécution d'une mesure prescrite par le percepteur, notamment en ce qui concerne les changements apportés dans le personnel des sous-comptables ou de leurs attributions, il communique par écrit ses observations au percepteur. Celui-ci est tenu de les transmettre au directeur, accompagnées de son avis motivé, s'il croit devoir maintenir les ordres donnés.

Dans ce cas cependant, les mesures prescrites sont exécutées provisoirement sous la responsabilité du percepteur.

Art. 10. Le percepteur vise chaque jour la situation comptable, signée en premier lieu par le caissier; il s'assure que les sommes y renseignées concordent avec les inscriptions portées au journal et au livre de caisse, ainsi qu'avec celles accusées par les totaux journaliers portés aux autres registres.

Datum und Reihenfolge in ein nach einem vorgeschriebenen Muster anzulegendes Journal einzutragen.

Art. 6. Der Kassirer unterzeichnet in dieser Eigenschaft alle Rechnungsstücke; hinsichtlich des Rechnungswesens ist er der Oberbehörde unmittelbar und dieserhalb auch der Rechnungskammer unterstellt.

Art. 7. Der Postperceptor zu Luxemburg-Stadt ist von der Führung des Rechnungswesens entbunden, übt jedoch die Ueberwachung und die Controle über die Rechnungsführung aus und übernimmt dieserhalb nur die gemäß Art. 20 des Königl.-Großh. Beschlusses vom 22. August 1883, den Postinspektoren, und gemäß Art. 37 des Königl.-Großh. Beschlusses vom 2. December 1877, allen Beamten obliegende Verantwortlichkeit.

Als Garantie dieser Verantwortlichkeit leistet der Perceptor eine Caution von 10,000 Franken.

Art. 8. Der Kassirer ist dem Perceptor als seinem unmittelbaren Vorsteher untergeordnet.

Art. 9. Findet der Kassirer, daß seine Verantwortlichkeit durch die Ausführung einer von dem Perceptor vorgeschriebenen Maßregel, insofern diese die im Personal der Unter-Rechnungsführer oder die in ihren Befugnissen eingetretenen Veränderungen betrifft, berührt werden könnte, so theilt er dem Perceptor seine Bemerkungen schriftlich mit. Dieser hat dieselben mit seinem begründeten Gutachten dem Director vorzulegen, falls er seine Befehle aufrecht erhalten zu müssen glaubt.

In letzterem Falle werden die vorgeschriebenen Maßregeln bis auf Weiteres unter der Verantwortlichkeit des Perceptors ausgeführt.

Art. 10. Der Perceptor visirt jeden Tag die vorher von dem Kassirer unterzeichnete Tagesrechnung; er überzeugt sich, ob die in derselben eingetragenen Summen mit den im Journal und im Kassenbuch aufgeführten, sowie mit den in den andern Registern vermerkten Tagessummen übereinstimmen.

Art. 11. Le percepteur procède, aussi souvent qu'il le juge utile, et au moins une fois par mois, à la vérification de la caisse, des écritures et de la comptabilité.

Lors de ces vérifications approfondies ou sommaires, il se conforme aux prescriptions des art. 7 à 18 et 20 à 23 inclusivement de l'arrêté royal grand-ducal du 22 août 1883 et à celles du règlement du 28 août 1883.

Art. 12. Tous les employés du bureau qui sont chargés de la manipulation des fonds, sont subordonnés au caissier pour ce qui concerne leur gestion financière. Il est tenu de faire avec chacun d'eux un décompte journalier, se fait remettre l'encaisse détenu par eux et leur en donne décharge par quittance sommaire couchée sur le registre afférent, à la suite du total partiel arrêté du jour.

Art. 13. Tous les versements des comptables de l'administration sont faits à la recette générale par l'intermédiaire du caissier de la perception de Luxembourg-ville. Les versements sont donc à diriger par les autres comptables de l'administration sur la perception des postes de Luxembourg-ville et à l'adresse nominale du receveur général.

Le caissier de la poste les reçoit, constate leur poids et leur conditionnement et en donne décharge à la poste. Il présente les versements ensuite à la recette générale.

Art. 14. Le caissier, en présence du receveur général, ouvre l'envoi, fait le décompte, sur quoi le receveur lui donne décharge provisoire; néanmoins, le receveur général délivrera aux comptables les quittances de versement à joindre à leurs comptes mensuels.

Art. 15. Les fonds de subvention sont également demandés par les comptables des autres bureaux de l'administration au caissier et ces fonds leur sont transmis par son intermédiaire.

Art. 11. Der Perceptor schreitet, so oft er es für nothwendig erachtet, wenigstens aber jeden Monat ein Mal, zur Revision der Kasse, der Schriftführung und des Rechnungswesens.

Bei Gelegenheit der gründlichen oder summarischen Revisionen hat er sich nach den Vorschriften der Art. 7 bis 18 und 20 bis 23 incl. des Königl.-Großh. Beschlusses vom 22. August 1883 und nach denjenigen des Reglements vom 28. August 1883 zu richten.

Art. 12. Alle Beamten des Postamtes, welchen die Handhabung von Geldern obliegt, sind hinsichtlich ihrer finanziellen Amtsführung dem Kassirer untergeordnet. Dieser ist verpflichtet, täglich mit jedem von ihnen abzurechnen; er läßt sich von ihnen den Kassenbestand gegen eine in dem betreffenden Register hinter der abgeschlossenen Tagessumme niederzuschreibende summarische Quittung ausliefern.

Art. 13. Alle Gelbablieferungen der Rechnungsbeamten der Verwaltung erfolgen an die Generalkasse durch Vermittelung des Kassirers am Postamt zu Luxemburg-Stadt. Die übrigen Rechnungsbeamten der Verwaltung haben demnach ihre Gelbablieferungen auf das Postamt zu Luxemburg-Stadt unter der Adresse des General-Einnehmers zu leiten.

Der Postkassirer nimmt dieselben in Empfang, stellt deren Gewicht und Beschaffenheit fest, gibt der Post darüber Quittung und liefert dieselben sodann an die Generalkasse ab.

Art. 14. Der Kassirer eröffnet die Sendung in Gegenwart des General-Einnehmers und nimmt die Abzählung vor, nach welcher der General-Einnehmer ihm vorläufige Quittung erteilt; außerdem stellt der General-Einnehmer den Rechnungsbeamten die ihren monatlichen Abrechnungen anzuschließenden Quittungen über die Ablieferungen aus.

Art. 15. Die Aushilfegelder werden von den Rechnungsbeamten der übrigen Aemter der Verwaltung ebenfalls bei dem Kassirer nachgesucht und ihnen durch seine Vermittelung übersandt.

Art. 16. Le caissier tiendra, en dehors des registres dont il est déjà fait mention, un registre spécial appelé « Registre des comptes spéciaux ».

Dans ce registre, il ouvre un compte spécial au nom de chaque comptable et y porte les versements faits à l'avoir et les fonds de subvention au devoir. Il délivre chaque jour au directeur une note sommaire sur les versements faits et les fonds de subvention reçus par les différents comptables de l'administration.

Art. 17. Notre Directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Koenigswart, le 19 juin 1885.

GUILLAUME.

*Le Directeur général
des finances,
MONGENAST.*

*Loi du 8 avril 1885, qui confère la naturalisation
à M. Philippe Cerf, boucher à Esch s./Alz.*

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc. ;

Vu l'art. 10 de la Constitution, et les lois des 12 novembre 1848 et 27 janvier 1878, sur les naturalisations ;

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 28 mars 1885, et celle du Conseil d'État du 27 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique. La naturalisation est accordée à M. Philippe Cerf, boucher à Esch s./Alz., né au dit Esch le 22 janvier 1859.

Mandons et ordonnons que la présente loi

Art. 16. Außer den bereits erwähnten Registern hat der Kassirer ein besonderes Register über die Specialconti zu führen.

In diesem Register eröffnet er ein besonderes Conto für jeden Rechnungsbeamten, schreibt ihnen die erfolgten Ablieferungen gut, und belastet sie mit den ihnen übermittelten Aushilfegeldern. Er stellt dem Director täglich eine summarische Uebersicht der von den verschiedenen Rechnungsbeamten der Verwaltung eingegangenen Ablieferungen und der an dieselben abgefertigten Aushilfegelder zu.

Art. 17. Unser General-Director der Finanzen ist mit der Ausführung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt.

Königswart den 19. Juni 1885.

Wilhelm.

Der General-Director
der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Gesetz vom 8. April 1885, wodurch dem Hrn. Philipp Cerf, Metzger in Esch a. d. Alz., die Naturalisation verliehen wird.

Wir Wilhelm III., von Gottes Gnaden, König der Niederlande, Prinz von Dranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, etc., etc., etc.

Nach Einsicht des Art. 10 der Verfassung, sowie der Gesetze vom 12. November 1848 und 27. Januar 1878, über die Naturalisationen ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 25. März 1885 und derjenigen des Staatsrathes vom 27. dess. Monats, gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Haben verordnet und verordnen :

Einziger Artikel. Dem Hrn. Philipp Cerf, Metzger zu Esch a. d. Alz., geboren daselbst am 22. Januar 1859, wird hiermit die Naturalisation verliehen.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im

soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Amsterdam, le 8 avril 1885.

GUILLAUME.

Le Directeur général
de la justice,
P. EYSCHEN.

Date de l'acte d'acceptation.

(Art. 8 de la loi du 12 novembre 1848, n° 2.)

La naturalisation conférée par la loi publiée ci-dessus a été acceptée le 9 mai 1885 par M. Philippe *Cerf*, ainsi qu'il résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par le bourgmestre de la commune d'Esch s./Alz. et dont une expédition a été déposée à la division de la justice.

Luxembourg, le 4 juillet 1885.

Le Directeur général de la justice,
P. EYSCHEN.

Avis. — Télégraphes.

Il est porté de nouveau à la connaissance du public que depuis le mois de juillet 1883 tout télégramme *urgent*, à destination de la ville de Luxembourg ou de ses environs, provenant de la Belgique ou des Pays-Bas (via Bruxelles) et reçu pendant la nuit et en dehors des heures de service des bureaux télégraphiques de l'État par le bureau télégraphique des chemins de fer Guillaume-Luxembourg, établi à la gare centrale, est remis par exprès et pendant la nuit encore au destinataire.

Les frais de transport par exprès de ces télégrammes sont fixés à *un franc* pour la distance de cinq ou de moins de cinq kilomètres et à *cinquante centimes* par fraction de 2500 mètres au-delà des cinq premiers kilomètres.

Le même bureau se charge également de l'expédition immédiate des télégrammes à destination des mêmes pays et qui y sont déposés pendant la nuit.

Luxembourg, le 7 juillet 1885.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

„Memorial“ veröffentlicht werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Amsterdam den 8. April 1885.

Wilhelm.

Der General-Director
der Justiz,
P. Eyschen.

Datum der Annahme.

(Art. 8 des Gesetzes vom 12. November 1848, Nr. 2.)

Die durch vorstehendes Gesetz dem Hrn. Phil. *Cerf* verliehene Naturalisation ist von ihm am 9. Mai 1885 angenommen worden, wie solches aus einem am nämlichen Tage vom Bürgermeister der Gemeinde Esch a. d. Alz aufgenommenen Protokolle hervorgeht, von welchem eine Ausfertigung beim Justizdepartement hinterlegt ist.

Luxemburg den 4. Juli 1885.

Der General-Director der Justiz,
P. Eyschen.

Bekanntmachung. — Telegraphenwesen.

Es wird neuerdings zur öffentlichen Kenntnis gebracht, daß seit dem Monat Juli 1883 alle für die Stadt Luxemburg oder deren Umgegend bestimmten und aus Belgien oder Holland (via Brüssel) herrührenden dringenden Telegramme, welche während der Nacht und außerhalb der Dienststunden der Staats-Telegraphen-Aemter im Telegraphen-Büreau der Wilhelm-Luxemburg-Eisenbahnen am Central-Bahnhofe einlaufen, noch während der Nacht durch Gilboten in die Wohnungen der Adressaten bestellt werden.

Die Gilboten-Gebühr für diese Telegramme ist auf einen Franken für eine Entfernung von fünf Kilometer oder weniger, und auf fünfzig Centimes für jeden Bruchtheil von 2500 Meter über die ersten fünf Kilometer hinaus, festgesetzt.

Dasselbe Bureau besorgt ebenfalls die unverzügliche Beförderung der während der Nacht bei demselben aufgegebenen und für besagte Länder bestimmten Telegramme.

Luxemburg den 7. Juli 1885.

Der General-Director der Finanzen,
M. Mongenast.